HISTORIA
magazine

97

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 341 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



AU LENDEMAIN DES ENTRETIENS D'ÉVIAN



133. Bou-Saada. - 134. Le porte-avions « La Fayette ». - 135. Marché aux tapis d'Aflou. - 136. Le Mzab, « désert des déserts ». - 137. Femmes drapées dans des haïks fleuris. - 138. Avril 1958 : la révolte gronde. - 139. Oran, le cap Falcon. - 140. Constantine. - 141. La forêt du Ksenna. - 142. Place du marché à Ghardaïa. - 143. Les commandos marine. - 144. Miliana.



VERS L'ALGÉRIE ÉTAT INDÉPENDANT

Jean FONTUGNE

LES Français en vacances veulent oublier pour quelques semaines, une fois de plus, les graves événements qui marquent la vie politique du pays.

Le contraste entre l'agitation des parlementaires, des cadres des partis, et l'indifférence de la majorité de la population à leur égard est illustré par la fin du voyage triomphal du général de Gaulle dans les départements de l'Est.

Les sujets d'inquiétude ne manquent cependant pas en ce mois de juillet 1961.

Assuré désormais de l'évolution de la situation en sa faveur, le F.L.N. décide de faire une démonstration de force en Algérie. Après les entretiens de Melun, de Genève et d'Évian, il a repris ses troupes en main. Les grèves et manifestations du 5 juillet obtiendront donc un succès incontestable : on verra même des défilés encadrés par des cadres de l'A.L.N. en uniforme.

La réaction de l'O.A.S. ne se fait pas attendre. Le recrutement s'intensifie, les attentats deviennent chaque jour plus nombreux.

C'est à la même époque que le président Bourguiba relance ses revendications sur Bizerte, n'envisageant pas, vraisemblablement, une riposte française. Elle devait être particulièrement violente.

Si les armes parlent à nouveau en Afrique du Nord, sans que l'opinion métropolitaine s'y intéresse, les représentants du chef de l'État n'en poursuivent pas moins la recherche d'une solution qui permettrait de mettre fin à la guerre d'Algérie.

C'est également le souhait du C.N.R.A., réuni à Tunis, qui fait savoir à l'Élysée qu'il souhaite une reprise des négociations. C'est pourquoi délégués français et algériens se réunissent de nouveau autour d'une table de conférence : à Lugrin, cette fois.

Ainsi, le général de Gaulle, par étapes successives, réalise, en dépit des « équipes diverses de la hargne, de la rogne et de la grogne », qu'il a condamnées dans son allocution du 12 juillet, son dessein, qui est d'isoler les partisans de l'Algérie française et de connaître avec précision les positions du F.L.N. sur l'avenir de l'Algérie.

Après les entretiens de Lugrin, les négociations secrètes des Rousses pourront s'ouvrir. Elles se termineront par les accords d'Évian.

Mais dès cette époque le chef de l'État ne cache pas son objectif : faire de la France une grande puissance. Il s'y consacre, alors que commencent les interminables négociations pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

J. F.

Sommaire n° 97 - Historia magazine n° 341

Le général Ailleret *(de face)*, polytechnicien, docteur en droit, spécialiste de l'arme atomique, ancien chroniqueur politique au *Temps* à Paris, champion de judo.



Gambiez s'en va. « Nimbus » n'est plus *persona grata*.

AILLERET LUTTE SUR DEUX FRONTS

Au lendemain de la trêve unilatérale, qui n'a pu avoir de suite — par la faute du F.L.N. —, le « dégagement » commence. Dès le début de juillet les premières troupes regagnent la métropole. Et d'abord la 2ᵉ D.I.L. Le bled peu à peu se dégarnit. On laisse la place à « ceux d'en face ». Affolement chez les pieds-noirs, amertume, rancœur parmi les officiers contraints d'abandonner à l'adversaire le terrain sur lequel ils se sont battus et où ils l'ont emporté.

Dégagement, rapatriement... Pour cette tâche nouvelle il faut un homme nouveau. Un homme à poigne. Sa tâche ne sera certes pas commode. Il lui faudra mener

Ailleret : un sportif doublé d'un historien

à bien l'opération en neutralisant les pieds-noirs et en faisant montre à l'égard de l'armée de diplomatie et de fermeté pour qu'elle accepte d'observer une stricte neutralité.

L'Élysée a songé à Charles Ailleret, sur l'insistance de Louis Joxe, il est vrai. Pendant le putsch, lors de son voyage de quelques heures, le ministre du général a pu apprécier la trempe, le caractère de ce polytechnicien à trois étoiles.

A homme nouveau, titre nouveau. Avec sa quatrième étoile Ailleret est fait commandant supérieur des troupes en Algérie et non commandant en chef comme ceux qui l'ont précédé. Il ne dépend pas du délégué général Jean Morin : il est directement responsable des forces armées devant le président de la République et le gouvernement.

Ceinture noire

A cinquante-cinq ans, le successeur de Gambiez est ce qu'il est convenu d'appeler un « cerveau ». Originaire de Seine-et-Oise, il a été admis à Polytechnique en 1926. Il en sort pour faire carrière dans l'artillerie, tout en prenant le temps de passer son doctorat en droit. Au lendemain de la campagne de France, qu'il a faite au 2e régiment d'artillerie, il rejoint les Forces françaises de l'intérieur.

Charles Ailleret assume alors le commandement de la zone Nord de l'organisation de résistance de l'armée. Capturé par les Allemands, il est déporté à Buchenwald le 14 juin 1944. Rapatrié un an plus tard, il est nommé attaché militaire en U.R.S.S. avec le grade de colonel. De retour en France, il se retrouve à la tête de la 43e demi-brigade de parachutistes.

En septembre 1949, le voilà affecté à la section technique de l'armée, puis à l'état-major du commandement suprême des forces armées en Europe. A partir de 1952, à la tête des armes spéciales, il a vécu l'aventure atomique française jusqu'en juin 1960. A cette date, il est général de division.

Le général Ailleret se fait le champion de l'armement nucléaire français comme seul efficace pour son pays. Il ne se perd guère en subtilités et se moque volontiers des « stratèges en chambre ».

Certain de son intelligence, qu'il a vive, de son jugement, qu'il a sûr, c'est un homme tout d'une pièce qui a horreur de la contradiction. Il s'emporte souvent pour faire admettre ses idées, mais il sait aussi se faire convaincant.

Cet intellectuel a le goût du risque, de la bagarre. Il affectionne les sports violents, rugby, parachutisme, judo (il est ceinture noire).

L'allure d'ailleurs est celle d'un sportif,



Dist/Paris-Match

d'un athlète : de taille moyenne, épaules carrées, large visage derrière les lunettes, dédaigneux de tout protocole, il promène sa silhouette droite et trapue sur les terrains de manœuvre, vêtu d'une tenue de combattant, manches retroussées, à l'échancrure large autour du cou.

Charles Ailleret parle couramment l'anglais et l'italien et « modestement », dit-il, le russe. Il use de mots à l'emporte-pièce, empruntés à l'argot militaire. Son langage est bref, énergique, imagé. Il évoque tout à la fois les chefs de l'armée de la Révolution et de l'Empire et les pionniers du Far West. Grand amateur de romans policiers, le général est aussi passionné d'histoire militaire : il a écrit deux ouvrages sur la question : une *Histoire de l'armement* et un essai consacré à *l'Art de la guerre et de la technique*.

Après avoir commandé les deux premiers essais nucléaires effectués à Reggane en 1960, Charles Ailleret a pris le commandement de la 2e division motorisée et de la zone du Nord-Est constantinois en juin 1960, puis, en 1961, de la région territoriale et du corps d'armée de Constantine.

« La guerre, oui. Le crime, non ! »

Dès sa nomination, Ailleret prend ses distances. D'autres avant lui ont dû subir la déprimante atmosphère qui règne à l'état-major, où l'intoxication, la suspicion, la trahison aussi sont monnaie courante. Pour y échapper le nouveau patron de l'armée s'installe à Reghaïa.

A gauche : Charles Ailleret en compagnie de Jean Morin. Le nouveau patron de l'armée n'aura pas la tâche facile. « Dégager, rapatrier », deux consignes qui seront difficiles à faire avaler à l'armée comme aux pieds-noirs. Pour le seconder, il a fait appel au général Fourquet *(à droite)*, fidèle gaulliste qui, lors du putsch, s'était déclaré sans hésitation ni ambiguïté du côté du gouvernement. Ailleret devra faire face à une double rébellion : celle du F.L.N. et celle de l'O.A.S. Devenu l'ennemi public n° 1, des extrémistes iront même jusqu'à menacer de le pendre par les pieds au pont d'Arrach *(photo ci-dessous)*.





Il s'y entoure d'hommes de son choix. Du général Fourquet, patron de l'aviation, il fait son adjoint. Pour chef d'état-major, il prend le général Hublot, qui a montré sa détermination lors du putsch. Le colonel Viala, fils d'un gendarme, sorti du rang et républicain convaincu, sera son directeur de cabinet. Le porte-parole d'Ailleret, c'est le commandant Bourgue, un brillant militaire qui n'admet pas que l'armée puisse imposer « sa » politique.

Il s'agit donc de dégager. Mais de telle sorte que cela ne constitue pas une victoire pour le F.L.N. « Il n'y aura pas de Dien Bien Phu en Algérie », répète Ailleret. La réduction des effectifs lui pose évidemment des problèmes à cet égard. Mais ceux-ci sont bientôt éclipsés par la révolte des pieds-noirs, fomentée par l'O.A.S., révolte qui dégénère en guerre civile.

Derrière Ailleret, l'armée, dans son ensemble, si elle comprend les motivations des extrémistes de l'Algérie française, désapprouve, condamne leur rébellion. Mais pas au point de s'opposer à eux. Le nouveau commandant en chef le sait. Aussi se heurte-t-il à Jean Morin, le délégué général, lorsque celui-ci le harcèle pour que ses troupes soient engagées contre l'O.A.S. à Alger et à Oran.

Entre Ailleret et Jean Morin les discussions sur ce thème tournent parfois à l'aigre. Charles Ailleret est dans le vrai. Sa façon de considérer le problème est confirmée par les rapports de la gendarmerie mobile sur qui repose tout le poids du maintien de l'ordre dans les villes.

On peut avancer qu'en dehors des officiers généraux et de certains officiers supérieurs les cadres sont en général secrètement favorables à l'O.A.S.

« Il n'est que le contingent, dans sa fraction métropolitaine, pour se montrer résolument hostile à cette tendance et décidé à s'opposer, au besoin par la force, à toute tentative de soulèvement activiste. »

Telle est, du moins, la situation au lendemain du putsch raté d'avril. Mais les mois passent et l'O.A.S. se déchaîne. Ce qui était à l'origine un sursaut compréhensible contre une politique dont les pieds-noirs risquent de faire les frais devient une entreprise de meurtres systématiques. Les ratonnades, les tueries, les cadavres que l'organisation laisse dans le sillage de ses commandos « Delta », indignent plus d'un officier. « La guerre, oui. Le crime, non! »

La critique fait place à l'exaspération

Lucide, Charles Ailleret voit peu à peu évoluer l'état d'esprit des cadres de l'armée devant tout ce sang répandu, devant ces assassinats multiples. Et lorsque le moment est venu, lorsque le désaveu et la critique des méthodes de l'O.A.S. font place à l'exaspération, il exploite la maladresse de l'organisation. Il publie son ordre du jour n° 5.

A toutes les forces de l'ordre :

De récentes opérations de police viennent de prouver à l'évidence que les organisations activistes qui se disent O.A.S. sont en réalité des organisations subversives visant, par le terrorisme et la guerre civile, à renverser les institutions de la République et à imposer au pays, par la force, la politique et la volonté d'une minorité.

Une des missions permanentes de l'armée étant la défense de la loi par le maintien de l'ordre public, son devoir est simple et net : mettre hors d'état de nuire des organisations révolutionnaires caractérisées et agissantes.

En conséquence, tout en poursuivant la lutte contre la rébellion fellagha dans laquelle elles sont engagées à plein et en s'opposant à toute manifestation raciale d'où qu'elle vienne, nos forces armées doivent, d'autre part :

1) *apporter leur concours aux forces de police chargées de neutraliser la prétendue O.A.S.;*

2) *récupérer les armes, munitions et équipements, pour la plupart volés à l'armée, détenus par les factieux;*

3) *s'opposer à toute propagande visant à faire l'apologie de la révolte et de la violence;*

4) *protéger la population contre les extorsions de fonds appuyées sur la terreur et les destructions à l'explosif.*

Si le respect des libres opinions légalement exprimées est en France une règle absolue, toute faiblesse à l'égard d'une

Dès le début de juillet, les premières troupes regagnent la métropole. Pour les pieds-noirs, aucun doute que Paris abandonne l'Algérie « aux mains des assassins du F.L.N. ».



Arrivée à Marseille. Pour les appelés, un jour heureux. Mais les officiers quittaient l'Algérie la rage au cœur.

le nouveau patron de l'ar

organisation factieuse et terroriste déclarée constituerait une trahison caractérisée qui devrait être châtiée comme telle.

AILLERET.

Alors, le général Ailleret devient l'homme à abattre.

La haine qu'il suscite, il en trouve l'illustration et la mesure chaque matin dans son courrier. Ce ne sont que lettres d'injures et de menaces du genre : « On te pendra par les pieds, on te coupera les c... au pont de l'Arrach et on te saignera. »

Il sait qu'il ne s'agit pas de menaces en l'air. Son domicile parisien a été plastiqué à la mi-septembre et son épouse a bien failli être tuée par l'explosion. Aussi prend-il ses précautions. Désormais, lorsqu'il sort de Reghaïa, le commandant en chef se tient prêt à faire feu, un pistolet dans chaque poche. Sa voiture, la Citroën à la carrosserie blindée qu'utilisait Salan, est un véritable arsenal sur roues, recelant un stock de grenades, trois mitraillettes, des chargeurs en quantité.

La bataille contre l'O.A.S. commence.

Au début de juillet 1962, sur les rives du Léman, on prépare la prochaine rencontre de Lugrin où vont se poursuivre les négociations commencées à Évian. Dans le plus grand secret car le seul mot de « négociations » a le même effet sur la population européenne d'Algérie que le chiffon rouge brandi devant le taureau.

Aussi se fait-on discret à Alger. Jacques Coup de Fréjac, porte-parole de la Délégation générale, a reçu l'ordre de se taire



Robert Boulin, chargé du problème du rapatriement.

devient l'homme à abattre

désormais. Lui à qui de Gaulle avait dit : « Vous avez la responsabilité de l'information pour toute la période qui nous conduira de la guerre à la paix », est soudain muselé. Les conférences de presse hebdomadaires au cours desquelles il entretenait les journalistes de la situation sont supprimées.

« Il n'y aura plus d'autre porte-parole que moi », a décidé Louis Joxe. Alors, Coup de Fréjac n'a plus de prise sur la population pied-noir. Gagnée par la fièvre, désorientée, en proie à la peur et bientôt au désespoir, elle n'a plus, cette population, que l'O.A.S. à quoi se raccrocher. La métropole l'abandonne définitivement, lui semble-t-il. Paris, ses gouvernants, le pouvoir, ne lui accordent plus qu'un silence méprisant.

L'organisation secrète trouve donc un terrain de choix, un support idéal chez ces Européens d'Algérie qu'elle excite et auxquels elle fait croire que tout peut encore redevenir comme avant, que l'Algérie demeurera française... à la condition de soutenir à fond Salan et ceux qui, en son nom, luttent pour la « cause ».

En fait, Coup de Fréjac voit bien que, derrière ces mauvais bergers, les pieds-noirs s'acheminent vers l'irrémédiable. Chaque jour, les bombes de l'O.A.S., les ratonnades, les tueries, creusent davantage le fossé entre Européens et musulmans, avivent la haine entre les deux communautés. Chaque jour, le beau rêve d'une Algérie future liée à la France s'estompe un peu plus.

Et le plan de Constantine sur lequel on a tant bâti? Coup de Fréjac qui a contribué à son lancement aux côtés de Paul Delouvrier, en connaît mieux que personne l'importance. Il sait quel facteur il sera demain dans les négociations qui vont s'ouvrir. Mais que restera-t-il de ce beau plan si les Européens qui en composent l'infrastructure doivent quitter le pays? Or le porte-parole du gouvernement en a la conviction : ils seront contraints au départ.

Coup tire la sonnette d'alarme

Lorsqu'il expose ses vues devant les officiels de la Délégation générale, Coup de Fréjac se voit taxer de pessimisme. Alors, il entreprend le siège des autorités à Paris et tire la sonnette d'alarme : devant Bernard Tricot, l' « éminence grise » élyséenne, qui a l'oreille de De Gaulle pour les affaires algériennes; devant les ministres Louis Joxe et Robert Buron, devant Geoffroy de Courcel, le proche collaborateur du général. Il voit surtout Robert Boulin. Celui-ci s'est vu confier la tâche d'étudier — discrètement — ce qu'il en coûterait de rapatrier « quelques dizaines de milliers d'Européens »...

« Quelques dizaines de milliers?... Mais ce sont quatre cent mille, cinq cent mille hommes et femmes de là-bas qu'il va falloir accueillir!... Car il ne sera plus possible, désormais, que musulmans et pieds-noirs vivent côte à côte au lendemain de l'autodétermination. Les premiers chasseront inéluctablement les seconds, prophétise Coup de Fréjac.

» Enrôlés par l'O.A.S. dont ils suivent aveuglément les mots d'ordre, les Européens d'Algérie sont condamnés à l'embarquement. Ils paieront pour les crimes de l'organisation. Ceux qui essaieront de rester auront la vie impossible. Comment les maîtres de demain pourraient-ils oublier? Comment pourraient-ils pardonner soudain tout ce sang et toutes ces larmes? »

Coup de Fréjac a beau se faire éloquent, il n'est pas entendu. « Vous noircissez le tableau, lui dit Robert Boulin. D'après les calculs les plus précis, nous prévoyons le retour de 200 000 rapatriés en l'espace de trois mois. Puis les choses devraient aller en s'arrangeant. En tout cas, le plus gros contingent aura alors rejoint la métropole. »

« Vous verrez que la moitié des Européens, un demi-million au moins, va se ruer vers les bateaux, vers les avions, dans le premier mois qui suivra l'autodétermination », répète, amer, le porte-parole du gouvernement. On ne veut pas l'entendre.

Coup de Fréjac aura-t-il plus de succès auprès de l'hôte de l'Élysée? Il écrit au général pour lui demander une audience : « Je désirerais, lui dit-il, vous entretenir du grave problème des rapatriés. » Le chef de l'État reçoit le fidèle Coup, lui dit sa joie de le revoir, évoque avec lui les problèmes de l'information, envisage la création d'un ministère qui en aurait la responsabilité... Mais des rapatriés il n'est pas dit un mot. Visiblement, le président de la République ne tient pas à aborder ce problème.

Dès lors, à quoi bon persévérer? Pourquoi diable Coup de Fréjac serait-il plus royaliste que le roi? « Ce problème algérien broierait donc jusqu'au bout tous ceux qui tenteraient de s'y intéresser de trop près, écrit Yves Courrière. Las, découragé, Coup rejoignit à Paris son ancien patron, Paul Delouvrier, qui, depuis son départ d'Alger, avait refusé brutalement tout poste ministériel tant que le problème algérien ne serait pas réglé.

» Au district de Paris, Delouvrier et Coup — personnages pourtant haïs des pieds-noirs d'Alger — n'allaient pas cesser de parler de ce problème qui les obsédait : celui des rapatriés. » H

Pierre-Albert LAMBERT

Reporters associés



Au lendemain du putsch, on assiste au déclenchement ▶ d'une véritable guerre civile. L'O.A.S. plastique de nombreux magasins musulmans dans Alger *(photo)* cependant que le F.L.N. multiplie les attentats.



UNE FEMME "QUI EN VEUT"

Alors qu'Élisabeth Boselli était une toute jeune fille, son frère cadet avait rapporté à la maison un tract qui annonçait une conférence sur l'aviation aux orphelins apprentis d'Auteuil.

Élisabeth l'y suivit et se retrouva dans une chapelle désaffectée où les ex-voto, scellés dans les murs, voisi-



◄ **Élisabeth Boselli : « L'impression d'être l'initiée d'une religion naissante dont le sanctuaire était le ciel, les apôtres s'appelant Mermoz, Hélène Boucher, Maryse Hilsz... » Un diplôme de Sciences Po et 2 350 heures de vol sur 90 types d'appareils. *Ci-dessous :* Boselli au Hoggar, qui deviendra l'un de ses paysages familiers.**



naient avec des cartes de navigation et des « écorchés » de moteurs. Cette « impression d'être l'initiée d'une religion naissante dont le sanctuaire était le ciel, les apôtres s'appelant Jean Mermoz, Hélène Boucher, Maryse Hilsz... » reste vivace dans ses souvenirs.

Avec ses économies, elle achète en participation un douzième d'avion, un « Léopoldoff » 45 CV, et une salopette blanche.

Elle consacrera toute sa vie à l'aviation : 2 350 heures de vol sur 90 types d'appareils, conventionnels ou à réaction, dont 400 heures de voltige et 400 autres sur multimoteurs.

Elle passe tous ses week-ends sur le terrain. Ce qui ne l'empêche pas de décrocher son diplôme de Sciences Po. Seulement, les règlements d'avant guerre interdisent aux femmes la carrière diplomatique. Ça commence. Élisabeth n'en finira jamais de se heurter aux règlements administratifs. Ce sera la plus grande difficulté de sa carrière d'aviatrice. Elle y a rencontré bien des vents rabattants. Les aviateurs ne sont pas misogynes, c'est connu, mais l'administration a des principes. Sage comme l'Église, elle ne se défait de certains qu'à coups de siècles.

Dans un champ de betteraves

Son brevet de pilote premier et deuxième degré passé sans tarder, elle revend son douzième du « Léopoldoff » pour acquérir le sixième d'un « Zlin 12 », plus moderne. Premier tour de France et razzia de coupes et de prix dans des rallyes.

1939. La guerre. Le « Zlin » est réquisitionné par les Allemands, peint en gris et frappé de la croix gammée. Elle peut lui dire adieu. Il va terminer bientôt sa carrière dans un champ de betteraves.

La jeune fille songe naturellement à s'engager dans l'armée de l'air. Le recrutement est amusé :

— On vous préviendra quand on aura besoin de vous.

Elle attendra quatre ans. En 1944, l'armée de l'air consent à recruter des femmes afin de les entraîner et les former en vol. Pourquoi pas? Puisqu'il existe des femmes qui « en veulent » et que la consommation des pilotes, en temps de guerre, fait constamment frôler la pénurie...

Ses heures de vol et ses qualités personnelles lui valent d'être engagée avec le grade de sous-lieutenant. Élève des moniteurs de la patrouille acrobatique d'Étampes, elle est lâchée sur le très délicat ►

335 MISSIONS EN ALGÉRIE

- *900 heures de vol.*
- *729 heures de « maintien de l'ordre ».*
- *335 missions (dont 264 de « maintien de l'ordre »).*
- *Postale.*
  Liaison.
  Vol d'essai.
  Reconnaissance.
  Mission chiffre.
  Évacuation sanitaire.
  Transport de personnalités.
  Calibration de radars et de gonios.
  Convoyage à travers la Méditerranée.
- *150 000 km de jour et de nuit (sans endommager un seul appareil, malgré plusieurs pannes de moteur).*
- *Conditions d'emploi absolument identiques à celles des hommes.*



le vieux mu

Ci-contre : au cours d'une mission, Élisabeth Boselli croise une patrouille dans le ciel algérien. *Ci-dessous :* le plein d'essence à Laghouat, une des étapes journalières du « facteur du ciel » Boselli. Sa mission consiste à déposer et à charger du courrier en treize étapes. Un long périple aérien qui la mène de Boufarik à Djelfa en passant par Bir-Rabalou et Bou-Saada.



monoplace de chasse Dewoitine 520 et démobilisée en juillet 1946 pour cause de « fin des hostilités », avec le brevet de pilote militaire en poche.

Reste l'aviation civile. Elle passe le brevet de transport public et désire en même temps devenir monitrice de vol à voile. Nouveau brevet. En six semaines... et 100 heures de vol.

Élisabeth se tourne ensuite vers les planeurs. Elle tente le record de France... et bat le record international. Deux ans plus tard, autre record sur avion à moteur. Elle ne compte plus les meetings aériens en cette période, comme pilote de voltige.

De façon inattendue, l'armée de l'air ouvre de nouveau ses portes à la championne « qui promet » — et tient ferme. Elle est « transformée » sur appareils à réaction et établit cinq records du monde de cette spécialité.

Au fond de son gourbi présaharien, le vieux musulman boiteux, retraité des mines de plomb, qui fait office de gardien de piste (le poste militaire étant à quelque distance dans un bordj perché sur la crête d'un djebel), a découvert que le pilote est une jeune femme aux tresses blondes.

HUIT RECORDS INTERNATIONAUX

1947-1948 : Altitude sur planeur monoplace.
1948 : Altitude sur avion à hélice de 500 à 1 000 kg.
1956 : Sur avion à réaction :
- *distance en ligne droite (2 331 km), toutes catégories ;*
- *distance en circuit fermé (1 839 km), toutes catégories.*
- *Vitesse en circuit fermé sur 1 000 km (746 km).*

Féminins :
- *Distance en ligne droite (2 331 km)*
- *Distance en circuit fermé (1 839 km)*

— C'est toi qui fais marcher cette *machina?*

— Eh oui!

— Viens prendre le *kaouah* avec mes femmes et raconte-moi ça.

Une volonté à toute épreuve

La pièce de réception est strictement vide. On s'assoit en tailleur à même le sol en terre battue. Au moins l'ombre est d'une bien agréable fraîcheur. Les femmes écoutent en dodelinant du buste, attentives et muettes. À la suite des explications d'Élisabeth, le vieillard déclare lentement :

— Pour faire ce métier, il doit falloir beaucoup de connaissances, de travail et surtout de patience.

Il ne croyait pas si bien dire. Parvenir dans cette sphère d'exception n'a pas demandé à Élisabeth Boselli que des qualités professionnelles indiscutables. Il lui a fallu une réelle passion, des nerfs et une volonté à toute épreuve.

Elle demande alors à partir pour l'Algérie comme pilote volontaire pour effectuer des évacuations sanitaires de blessés.

Le bruit d'une nouvelle affectation avait filtré du bureau de l'état-major de l'E.L.A. (escadrille de liaison aérienne) d'Oued-Hamimim, dans le Constantinois. Un volontaire.

Aussitôt, tous font leurs calculs, en tout bien tout honneur. Untel va pouvoir enfin prendre le congé qu'il attendait depuis de longs mois et tous se reposer plus fréquemment.

Le commandement avait examiné sa demande avec sympathie. Boselli? D'accord. L'air en Algérie a besoin de pilotes.

La plaine de la Mitidja, riche par ses champs de céréales, ses vignobles et ses arbres fruitiers. C'est à la base aérienne de Boufarik, au cœur de cette plaine, que le lieutenant Boselli sera affectée.

Mais pas de cadeau! Femme ou pas, elle sera logée à la même enseigne que ses collègues masculins du bled qu'elle prétend égaler. Les cantonnements n'ont jamais été prévus pour héberger des hôtes féminins. Même travail, sans compter les alertes de jour et de nuit, au cours desquelles on doit décoller dans les vingt minutes qui suivent, et vols quel que soit le temps. Elle attendra ses repos comme les autres.

Le commandement a autre chose à faire que de chouchouter une recordwoman et de respecter les égards dus à son sexe. Dans l'anonymat des équipages d'Algérie, elle sera le pilote dont l'indicatif radio est « Renfort 22 ».

« Renfort 22 »

Des as et des héros, l'aviation en a à revendre. En attendant, il y a les missions. Dans ces conditions si une femme veut se mêler de ces choses, elle ne doit poser aucun problème, tant sur le plan aéronautique que sur le plan personnel. On ne fait pas la guerre en se souciant des cas d'espèce, mais en se penchant sur les disponibilités des effectifs. Le G.A.TAC (groupement aérien tactique) est inexorable. Il demande d'urgence telle mission et laisse le soin à la base alertée de se débrouiller. Il ne sait et ne veut rien savoir d'autre. La base, elle, ignore la petite Boselli. Elle a seulement noté qu'à telle heure tant de minutes « Renfort 22 » vient de rentrer de mission. Il est donc disponible.

Élisabeth s'en aperçoit tout de suite. Elle s'est mise au pas et elle tient le rythme comme les autres : missions normales et supplémentaires et réserves sur pied d'alerte. Pendant plus de quatre-vingt-dix jours, elle ne sait plus si dimanches et jours fériés existent. Pas une seule journée de congé ou seulement de détente morale.

Lieutenant Boselli, en piste!

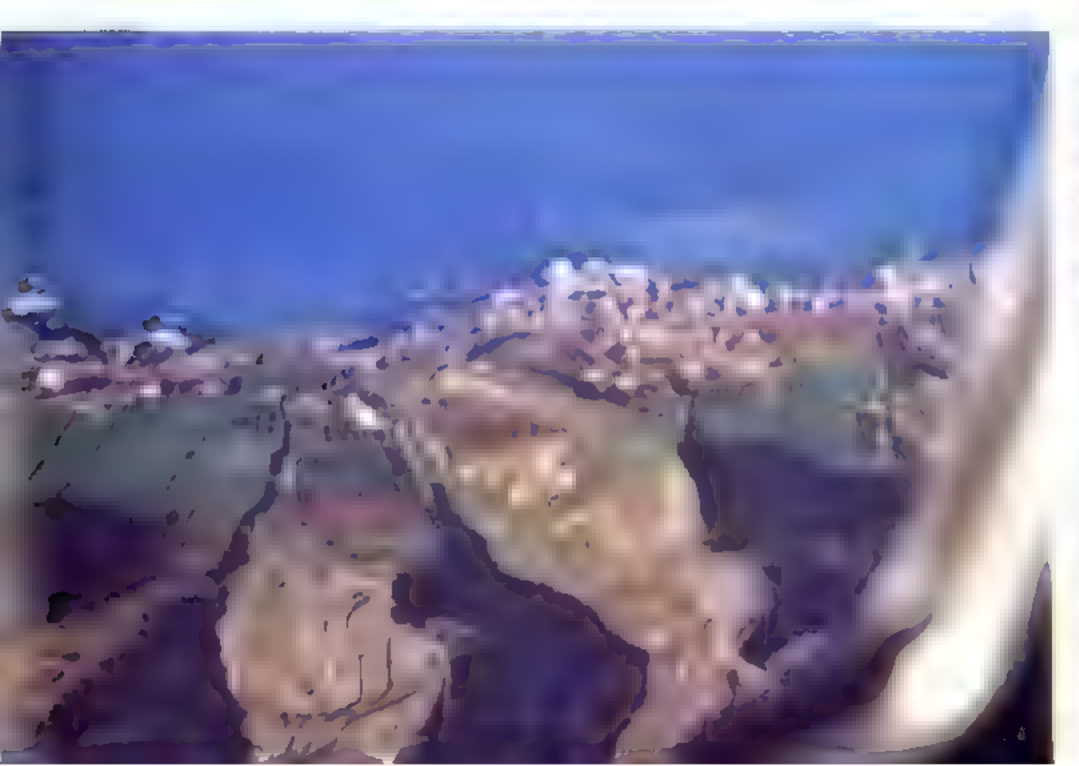
Les haut-parleurs des gars du planning n'ont pas la voix dite « sécurisante » des hôtesses d'Orly. Ils lisent des bulletins qui sont des ordres formels.

Évacuation sanitaire urgente. Elle en rapporte une belle citation : *Fait preuve d'un allant et d'une volonté tout particulièrement remarquables. Lors d'une mission au départ de Batna, a, par sa promptitude d'exécution, fortement contribué à secourir un blessé grave.*

Vol de reconnaissance de nuit. Repérer un mouvement de rebelles n'est pas sans



Visite amicale aux Touareg du Hoggar, tant de fois survolé. Élisabeth Boselli ne parcourra pas moins de 150 000 kilomètres, de jour et de nuit, en Algérie.



HUIT BREVETS DE PILOTE

- *Tourisme premier et deuxième degré*
- *Avion militaire (n° 32839) chasse*
- *Transport public*
- [illegible]
- *Carte O.T.A.N. de vol sans visibilité* [illegible]

▶ **UNE FEMME...**

le navigateur arrache le bouton de sélection des fréquences radio

danger. Combien de ses camarades ne sont pas rentrés! Autre citation : *Fait preuve des plus hautes qualités morales et professionnelles, ne se laissant arrêter ni par les difficultés d'exécution ni par les conditions météorologiques défavorables. Pilote de grande classe aimant passionnément le vol. Est un remarquable exemple,* etc.

Calibration de radar (ou de gonio). Elle doit survoler successivement vingt-huit points en suivant des axes bien déterminés

Vol d'essai Quarante-sept en deux ans, plus cinq traversées de la Méditerranée

150 000 kilomètres sur l'Algérie et le Sahara

Mission postale. Nouvelle citation *Lors de deux missions de droppage de courrier sur les postes de Messad, Faïd-el-Botna et Charef, malgré les mauvaises conditions atmosphériques, accomplissant avec succès et ponctualité sa mission, contribua ainsi à maintenir le moral du personnel en ces postes isolés*

Un joli fret d'étoiles

Mission de liaison. Les passagers d'Elisabeth, ce jour-là, sur bimoteur *Martinet* constituent un joli fret d'étoiles. En majorité, des généraux de l'armée de terre

Tout a l'air de bien se passer Décollage normal montée en douceur — une main féminine pardi! — cap correct. Car ils vérifient sournoisement forts de leur connaissance de la région

On se détend. Mais dans le cockpit Elisabeth n'est plus que le lieutenant-pilote qui fait face à une incroyable série d'ennuis. Le moteur de droite tombe en panne. Il ne reste plus qu'à mettre l'hélice en drapeau. Elle sait que son avion n'est pas du dernier modèle Même avec deux moteurs, ses caractéristiques n'en font pas un taxi de rêve. Avec un seul moteur, l'atterrissage sera délicat

Et flûte! le compas ne marche plus Incident rarissime, mais comme ça tombe bien!

Le navigateur en est tout énervé et arrache le bouton de sélection des fréquences radio

L'appareil est coupé du sol, mais il se posera normalement à destination

En 1973, je rencontre de jeunes pilotes qui demeurent sceptiques

Oui, oui, mais elle volait en double

Or pas du tout, mes jeunes amis. Son équipage se composait d'un navigateur-radio et d'un mécanicien. Il n'y avait pas l'autre pilote à bord. Ce bout de femme avait la responsabilité de l'appareil, de ses passagers, de son chargement, des heures et des journées entières Ses mains calleuses en témoignaient. « Les manettes des gaz et les pédales des freins étaient fort dures », dit-elle



Mission postale, liaison, reconnaissance, évacuation sanitaire. Elisabeth Boselli sillonne l'Algérie dans des conditions, précise-t-elle, « similaires à celles des hommes ». Pas de cadeau pour la blonde aviatrice

Les anciens se souviennent que les difficultés de vol étaient nombreuses en Algérie. Au pays du soleil et du ciel bleu, la météo est capricieuse. Le pilote doit toujours être sur ses gardes

Pour franchir en vol à vue l'Atlas blidéen, l'avion doit monter à 1 200 m. A force d'étudier les montagnes, à la fin de son séjour elle réussira à sortir de la Mitidja avec des plafonds de 450 m, « se faufilant au fond des vallées, découvrant des cols et des points bas ». Elle a gardé ses logs de vol griffonnés sur du papier retenu à sa cuisse par une sangle Des notes de travail. Peut-être un jour des pièces du Musée de l'aéronautique

L'été, les décollages commencent entre 5 et 7 heures du matin. Ils supposent des

CHANTONS OUARGLA

Poème de M. Bahebam Intendance ... offert à Mlle Boselli 1958 1959

Chantons enfants, chantons notre Ouargla
N'ambitionnons pas de voir d'autres endroits
La joie des grandes villes ne vaut pas le calme de chez soi
Où trouver forêts de palmiers plus ...
Où trouver animaux plus gros que méharis ou chameaux
... d'astres plus constellé que notre hameau
[illegible]
[illegible]
[illegible]
Votre sève et vos racines



◄ **Photo de charme qui cache une valeur et une volonté que bien des hommes pourraient lui envier. Car il faut une volonté et des qualités exceptionnelles pour réussir à se faire admettre dans une profession en principe strictement réservée aux éléments masculins.**

préparatifs : mise en place des équipements divers, météo, registres, installation des passagers, embarquement du fret, etc.

Dans le soleil aveuglant

Élisabeth sillonne l'Algérie en tous sens. « Elle regrette souvent les installations de radioguidage perfectionné utilisées en Europe. Les renseignements météorologiques, traditionnellement imprécis, sont fréquemment inexistants. La navigation est souvent difficile. Elle vole aussi sur monomoteurs. Dans ce cas, aux escales, elle doit encore s'occuper de l'avion : mécanique, « pétrole », amarrages, manifestes, plan de vol, messages, etc. Alors seulement, elle peut se reposer quelques instants, assise à l'ombre sous l'aile de l'avion l'été, ou enroulée dans une couverture, l'hiver. Puis elle reprend ses sauts de puce pour ne rentrer la plupart du temps qu'à la nuit.

Une dizaine de terrains, au moins, sont fréquemment son lot. Presque partout des pistes de fortune en terre pas toujours cylindrée, signalées en tout et pour tout par une simple manche à air flottant au bout d'un mât.

« De temps à autre, par une température de 70 °C au soleil, les pneus éclatent, les semelles de crêpe de ses chaussures fondent sur les palonniers brûlants des petits avions dont l'isothermie est inexistante. Et le vent de sable qui obstrue les prises d'air, dérègle les instruments, supprime toute visibilité. Et les sauterelles, des bestioles de 20 cm, qui, comme un mur compact et poisseux, viennent s'écraser sur la vitre avant avec un crépitement de mitrailleuse lourde.

» L'hiver, les avions dérapent sur l'épaisse couche argileuse, le givre paralyse les antennes de la radio et du compas, alourdit les ailes et déséquilibre la machine. »

D'Oued-Hamimim, Élisabeth passe au G.L.A. (groupe de liaison aérienne) de Boufarik, dans l'Algérois. Elle y trouvera le temps d'obtenir la carte O.T.A.N. permettant de transporter des passagers sur bimoteur en vol sans visibilité, dans les nuages, par mauvais temps, la nuit. Elle est, à l'époque, la seule femme à la posséder.

Voici Élisabeth devenue un des facteurs du ciel algérien. Dans le soleil aveuglant, le *Martinet* ronronne en attendant son maître qui arrive en combinaison de vol verte, les bras encombrés, minuscule. Le mécanicien sourit :

— Bonjour, mon lieutenant.
— Salut. Tout va bien ?
— O.K.
— Alors, on y va.

Le temps d'arranger ses coussins, check-list, tour de contrôle, signe amical aux gars du sol, gaz...

Sa mission consiste à déposer et charger du courrier P.T.T. en treize étapes. Un seul arrêt des moteurs pour faire le plein d'essence. Aux douze autres, Élisabeth reste arc-boutée sur les pédales de frein pour maintenir l'avion immobile tandis que les moteurs tournent et que s'activent les vaguemestres.

Au-dessus du camp

« L'itinéraire la conduit de Boufarik à Bir-Rabalou, un détachement dans les montagnes, puis à Bou-Saada, la « Cité du bonheur » (pas pour les appelés), Djelfa, à 1 200 d'altitude. Trois parachutages sur les postes isolés de Messad, Faïd-el-Botna, Charef. Atterrissage à Laghouat et à Zenina. Elle a à peine amorcé un virage au-dessus du camp qu'un half-track antimines fonce sur la piste. Rien n'a sauté, elle peut se poser. Retour à Djelfa pour le déjeuner. Courte pause et de nouveau les *procédures* : Paul-Cazelles, Bourbaki, et enfin Boufarik avec un pilote content et un avion bourré de sacs de toile des P.T.T. »

Après tant de missions, rapatriée en France sur sa demande, avec une amibiase qui lui vaudra une invalidité permanente, Élisabeth, pilote 1re classe, c'est-à-dire capitaine selon l'échelle des équivalences, écrira ses Mémoires et s'occupera de la commission d'histoire de l'Aéro-Club de France. Avec les « remerciements » ingrats de l'état-major... et le souvenir heureux d'avoir envers et contre tous exercé un métier qui la passionnait alors que tant de gamins — appelés métropolitains — ont participé à cette guerre, qu'elle « a vue de haut », enfermés pendant des mois dans des camps isolés, sans contact avec la population, dans un pays où ils n'avaient jamais demandé à venir. Courageuse mais tout de même heureuse Élisabeth !

Malika DUBERRY



A Orly, en 1965, Adrienne Bolland, première aviatrice à avoir franchi la Cordillère des Andes, remet au pilote 1re classe Élisabeth Boselli *(photo)* la Légion d'honneur. Une distinction ô combien méritée. ►

FAIRE D'A

◄ Salan et Jouhaud ont décidé de continuer le combat. A Oran comme à Alger, la résistance s'organise. « On voulait nous arracher à ce pays, mais on ne pouvait arracher le pays à notre cœur », écrira Jouhaud.

Roger Degueldre mène ses commandos « Delta » comme un cavalier sa monture, bride serrée, astucieux pour vaincre les échappatoires et les petites ruses, chevauchant, tantôt par des détours, tantôt par une avenue rectiligne, vers les obstacles de la guerre qu'il veut franchir les uns après les autres.

Révolutionnaire, naturellement revenu à une sorte de communisme libertaire et patriote, réagissant d'instinct au droit point où se recoupent théorie et réalité il haïssait les potiches en plâtre, les oripeaux d'emprunt. Malgré une humanité bonne et profonde, il savait que l'Occident ne pouvait se sauver qu'en jetant par dessus bord ses tabous aux résonances moribondes. Enfin, c'était un chef de guerre, possédant le pouvoir inné de conduire les hommes.

Dès le lendemain du putsch, alors qu'avec une infinie patience il met sur pied les commandos « Delta », il poursuit un but : faire d'Alger un autre Budapest.

Les « Delta » ne doivent être qu'un fer de lance, un exemple pour entraîner la population algéroise dans le combat les armes à la main et non pas dans les arrière-salles des bistrots ou dans les salons trop bourgeois autour d'un verre de whisky.

Roger Degueldre sait que pour faire passer un peuple des palabres stériles au pistolet mitrailleur il faut organiser la ville en quartiers, en îlots, prendre en main la population, lui faire comprendre la nécessité d'une discipline rigoureuse, la mettre en condition pour qu'à l'heure choisie, de chaque balcon, de chaque toit, de chaque porte, de chaque fenêtre, un feu d'enfer s'abatte sur l'ennemi, sur les « sbires du pouvoir parisien ».

Ce n'est qu'ainsi que, face au monde, Alger et l'Algérie pourront proclamer leur volonté d'être libres, c'est-à-dire françaises et non livrées aux tueurs sanguinaires du F.L.N., comme cela se produirait si on attendait le vote sur l'autodétermination.

De Gaulle devrait alors céder devant les villes d'Algérie insurgées ou accepter le combat en donnant l'ordre de reprendre les agglomérations d'Algérie quartier par quartier, maison par maison.

Mais pour en arriver à ce stade il faut que les Algérois aient confiance en l'O.A.S.; qu'ils se sentent protégés; que le slogan « L'O.A.S. frappe où elle veut, quand elle veut, qui elle veut » soit une réalité tangible.

C'est pourquoi Roger Degueldre, avec l'accord de l'état-major de l'O.A.S., décide de frapper un grand coup. Finies cette fois les opérations ponctuelles sur des objectifs mineurs. Il faut porter la guerre à la hauteur de la violence dont toute la population d'Algérie est victime. Le commissaire Gavoury, le patron de la lutte anti-O.A.S., est condamné à mort. Degueldre signe l'ordre de sa main : pour O.P.S. ponctuelle.

Dès cet instant, Gavoury est pris en filature, ses habitudes sont enregistrées et contrôlées, son domicile est surveillé. Cependant, pendant plusieurs semaines, il va échapper aux hommes du commando « Delta 1 » de Bobby Dovecar. Une chance inouïe semble le protéger.

Mais, comme souvent, la chance dure un temps et puis elle vous abandonne.



« Je rêvais d'une Algérie qui retrouverait le ► bonheur de vivre, d'une Algérie fraternelle », écrira Jouhaud. Mais l'O.A.S. répandra le sang.

LGER UN AUTRE BUDAPEST

Le 31 mai au soir, une double embuscade est tendue. Un commando est en place dans le propre bureau de Gavoury. L'un des hommes est muni d'un pistolet à silencieux. Il attendra toute la nuit en vain le commissaire.

L'autre commando dirigé par Bobby Dovecar a pris place aux abords du domicile du commissaire, dans l'impasse du Docteur-Trolard.





Le commissaire Gavoury, symbole de la répression organisée par le pouvoir contre l'O.A.S., assassiné par « Delta 1 ».

Cachés dans la garçonnière

Vers 22 heures, les hommes voient arriver Gavoury, qui grimpe jusqu'à son appartement. Dans une des chambres qui ouvrent face à sa porte, les « delta » veillent. L'un d'eux porte un pistolet que lui a remis, quelques instants plus tôt, un ami : Claude Piegts. Deux autres « delta » sont dissimulés à l'intérieur du logement de Gavoury.

Le commissaire, comme mû par un pressentiment, ouvre précipitamment sa porte et avant que les hommes cachés dans la chambre d'en face aient pu faire le moindre geste, il la referme, donnant un double tour à toutes les serrures. Le commando se rue sur la porte, en vain. Elle est solide et résiste à leur poussée. Gavoury, pendant ce temps, se précipite à la fenêtre, l'ouvre et appelle au secours. Alors, les deux hommes cachés dans la garçonnière sortent de l'ombre. L'un d'eux, qui a déjà en main un poignard de parachutiste, frappe plusieurs fois. Gavoury s'écroule, touché à mort.

Ainsi prit fin la carrière du premier policier anti-O.A.S.

Le lendemain, alors que Bobby Dovecar remettait à Claude Piegts le pistolet dont il n'avait pas eu à se servir, un tract expliquait aux Algérois la raison de cette exécution et prouvait qu'effectivement l'O.A.S. frappait où elle voulait, quand elle voulait et qui elle voulait.

Mais les hommes du « Delta 1 » allaient jouer de malchance. Le propriétaire de la villa faisant face à leur refuge était un haut fonctionnaire du Gouvernement général, Perrin, lié au groupe libéral d'Alger. C'est Emery, architecte d'origine suisse, et Louis Miquel, ami d'enfance d'Albert Camus, qui lui avaient construit sa maison. Ces hommes, qui aimaient l'Algérie avec passion, pensaient qu'il était encore temps d'éliminer les éléments les plus durs de l'O.A.S. Perrin téléphona pour signaler à la police des présences suspectes dans la villa qui faisait face à la sienne. Mais l'O.A.S. avait des antennes un peu partout dans les administrations. Le service de renseignements de l'organisation clandestine fut rapidement avisé de la communication téléphonique.

Deux jours plus tard, alors que les « delta » avaient évacué leur refuge, Perrin reçut la visite de deux hommes :

— Nous voulons voir M. Perrin.

Sa femme, qui avait ouvert la porte, répondit :

— Ne bougez pas, je vais le chercher.

Les deux « delta » attendirent sur le perron en devisant tranquillement. Lorsque le fonctionnaire, portant beau, apparut, ils ouvrirent le feu tous les deux. Atteint de plusieurs balles de 9 et de 11,43, Perrin s'écroula, foudroyé.

Pour le « Delta 1 », trouver une « planque » ne posa aucun problème. Roger Degueldre le regroupa dans une villa qu'il occupait fréquemment, sur les hauts d'Alger. Elle appartenait à une très vieille famille algéroise, les Gauthier-Salièges.

C'est de cette base de départ que les hommes du commando Dovecar repartent à l'action chaque jour. Opérations et recrutement se poursuivent à un rythme accéléré. Nouveau coup du sort : un légionnaire italien est recruté par « Delta » et rejoint sans attendre la villa Salièges.



« Ils ont abandonné », titre *France Soir*. Pas tous. Alors commence le cycle infernal attentats-représailles. A la violence de l'O.A.S. répondra la violence des policiers.

Les fanions du Dr Gauthier-Salièges

C'est un « indic ». Sous un faux prétexte il gagne le centre d'Alger, se présente au palais de justice et fait le récit de ce qu'il a appris. Moins de trois heures plus tard, un escadron de gendarmes mobiles, mitrailleuses en batterie, encerclent le P.C. du « Delta 1 ». Bobby Dovecar est absent. Les cinq hommes qui se trouvent dans la villa sont sous le commandement de Claude Tenne (celui-là même qui a exécuté Gavoury et qui se rendra célèbre quelques années plus tard en réussissant une rocambolesque évasion dans une malle du pénitencier de Saint-Martin-de-Ré). Roger Degueldre leur a donné l'ordre formel de ne pas se laisser prendre, de défendre chèrement leur peau. En soldats disciplinés et courageux ils vont exécuter la consigne sans hésitation. Aux premières sommations de la gendarmerie mobile, ils ouvrent le feu à la mitraillette, le seul fusil mitrailleur qu'ils possèdent est aussi de la partie. Les grenades quadrillées pleuvent de part et d'autre. A chaque rafale des légionnaires, les gendarmes répondent par une pluie de balles. Le combat

(Suite page 2800)



Beni-Isguen, cité sainte par excellence. Beni-Isguen est la plus secrète des villes du Mzab, une ville vouée à la pureté où tout « non-Mozabite » n'est qu'un étranger de passage qui ne peut pas même passer la nuit à l'intérieur des murs.



sous la torture, l'ancien inspecteur de police Roger Giono, dit "Fine-M



Le « Coq-Hardi » à Alger. Dans les cafés, les slogans de l'O.A.S. passent de bouche en bouche, et pour fêter l'exécution du commissaire Gavoury, l'anisette a coulé à flots. Un « traître » a été abattu ! Qui a décidé !

Suite de la page [illegible]

dure maintenant depuis près de deux heures. A six contre plus de deux cents, les « delta » tiennent. Cinq sont blessés, un a été tué. Ils sont à court de munitions. Seul Claude Tenne a encore un chargeur. Au prix d'un acte de courage insensé, il ouvre la porte d'entrée de la villa et se tient maintenant debout sur le perron, la mitraillette collée contre la hanche. La rafale crépite, interminable. Le chargeur vide, il jette son arme. Les gendarmes, qui se sont terrés pendant cet épisode, ouvrent à leur tour le feu sur Tenne qui s'avance désarmé. Neuf balles le fauchent. Il ne mourra pas.

Pendant le combat, Roger Degueldre, qui se rend à la villa en compagnie de Dovecar, se heurte aux barrages que les gendarmes ont mis en place. Sommé de s'arrêter, il appuie sur l'accélérateur et disparaît.

Non contentes d'avoir tiré sur un homme désarmé, les forces de l'ordre procèdent sur les lieux à une remarquable mise en scène que la presse aux ordres va exploiter.

En effet, le docteur Gauthier-Salièges avait rapporté d'Allemagne des fanions de guerre pour en faire collection. Choisissant un emblème nazi, les policiers le photographièrent après l'avoir fixé au mur de la pièce qui servait de dortoir aux légionnaires. Le service de presse de la Délégation générale fit reproduire l'image dans les journaux, multiplia les déclarations sur la renaissance du nazisme et les légionnaires allemands de l'O.A.S. La ficelle était énorme. Les uns et les autres en convinrent bien vite.

Sans un coup de feu

L'attentat contre Gavoury venait de coûter cher d'autant que sa valeur exemplaire demeurait discutable. Il ne semblait pas que l'émotion provoquée fût suffisante pour intimider les adversaires de l'O.A.S., arrêter leur bras et stimuler l'ardeur des équipes « action » de l'organisation clandestine.

En effet, quelques semaines plus tard, la police devait mettre la main sur Bobby Dovecar et sur le P.C. principal de Roger Degueldre, manquant d'un rien arrêter ce dernier.

Degueldre avait un chef d'état-major, ancien inspecteur de police, Roger Giono. Ce dernier se fait prendre un jour dans un bar de la rue Claude-Debussy par un de ses anciens collègues de la police, Jean Saraouy. C'est le coup dur. Saraouy est conscient de l'importance de sa prise. Par un certain nombre de renseignements de valeur, il connaît le rôle exact joué par Giono au sein de l'organisation. Aussi n'hésite-t-il pas à employer les grands moyens. Giono est conduit aux Tagarins. Sous la torture (il en porte encore aujour-

tache," donne l'adresse du P.C. des "Delta"

d'hui des traces indélébiles), il ne tarde pas à parler. Avant que l'aube du lendemain ait point, les gendarmes mobiles sont à pied d'œuvre. Le P.C. principal de Roger Degueldre et des « Delta », au haut de la rue Michelet, à proximité du parc de Galland, est encerclé, mais cette fois avec beaucoup de discrétion. Ils ne veulent pas que se renouvelle le siège de la villa Gauthier-Salièges. Car s'ils ont pu venir à bout des légionnaires, ils ont dû payer cher le prix de cette victoire.

La méthode est bonne, le P.C. est investi sans un seul coup de feu. Les légionnaires de garde ont été surpris. L'un d'eux, au mépris des consignes données par son chef, omet de brûler une sacoche que le lieutenant lui avait laissée en garde. Les policiers vont pouvoir ainsi obtenir l'organigramme presque complet des « Delta » de l'époque, l'identité et les pseudonymes de la plupart des membres des fameux commandos.

Une souricière est tendue

Sans attendre, gendarmes et policiers en civil tendent une souricière. Bobby Dovecar, qui vient comme chaque matin au rapport, se fait arrêter au moment où il pénètre dans l'immeuble. La prise est de choix. Le chef du commando ayant exécuté Gavoury est sous les verrous. Il sera exécuté au Trou-d'Enfer en compagnie de Claude Piegts, arrêté à son tour par la police à Nice, en octobre 1961.

Jo Rizza, qui, lui aussi, comme Dovecar, se rend au P.C., parvient à éviter le pire. Sentant le danger, il réussit, après quelques minutes d'observation, à déceler la souricière. C'est lui qui avertira les autres chefs de « Delta »

Roger Degueldre, lui, est, depuis la veille au soir, hors de danger. L'arrestation de Roger Giono, dit « Fine-Moustache », n'est pas passée inaperçue. Elle a eu un témoin, un chef de commando, Jean-Pierre Ramos. Ce dernier a pu alerter le lieutenant à temps. Quelques minutes après que Degueldre eut abandonné son logement, la villa était investie par un escadron de gendarmes mobiles

La catastrophe avait été évitée de justesse. Seul drame, l'arrestation de Dovecar, qui n'avait pu être averti à temps. Dans les périodes de clandestinité, les « planques » des uns ne sont généralement pas connues par les autres. Cela a du bon, c'est un principe sacro-saint appliqué par tous les clandestins. Mais cela peut aussi provoquer des « pépins » Tels sont les aléas de la vie clandestine'

Ces arrestations ne vont cependant pas mettre fin au combat. Il s'en faut de beaucoup... comme on le verra

Pierre DÉMARET



Les 9 et 10 juin, les attentats F.L.N. font quatre morts et trente-sept blessés à Alger. Chez les Européens, la colère monte : « Voilà le résultat de leurs négociations. La grande Zohra est tout juste bonne à interrompre les offensives de l'armée et à nous laisser assassiner par les fells. Ça ne se passera pas comme ça. » Et aux quatre coins de la ville, on bat le rappel des bonnes volontés. On s'organise pour abattre l'ennemi gaulliste. Des petits rigolos, de leur côté, couvrent les murs d'affiches vengeresses ou de caricatures de De Gaulle. Des tracts sont émis, que l'on se passe de main en main, tel celui-ci : quatre petits cochons innocents. Mais lorsque l'on plie le tract d'une certaine manière, les cochons forment la tête du général, la « grande Zohra » tant abhorrée.

DE LA LITTÉRATURE CLA

L'Histoire n'en finit jamais de faire des découvertes. A plus forte raison quand il s'agit de mouvements clandestins. Ce survol de la presse O.A.S. n'est qu'une approche. Fondé sur des documents et des témoignages ; il est cependant loin d'être exhaustif.

JEAN-PIERRE n'en pouvait plus. Il partageait l'écœurement de Christian en remontant le boulevard Saint-Michel. Leurs jambes de vingt ans étaient aussi lourdes que celles des vieillards.

Des jours et des nuits, ces jeunes clandestins activement recherchés — et qui finiront par être arrêtés — avaient couru tout Paris pour sortir leur premier tract. Recueillir le texte auprès des rédacteurs, trouver une machine à écrire, des stencils, du papier, de l'encre, une ronéo n'avait pas été une petite affaire. Ex-étudiants, ils avaient naturellement pensé à diffuser leur « salade » au quartier Latin. Mais là les attendaient quelques surprises..

Les jeunes auxquels ils avaient confié quelques paquets s'étaient mis tout bonnement à distribuer les tracts aux passants, alors que la distribution dans les boîtes aux lettres aurait été aussi efficace et de tout repos

Ce qui devait arriver arriva. Une rafle mit rapidement un terme à l'opération.

Au même moment, « Léonard », responsable de l'A.P.P. d'Oran (Action psychologique et politique de l'O.A.S.) laissa échapper un juron en lisant le tract que venait de lui remettre son fils. Une conversation téléphonique en termes voilés avec Alger confirma ses doutes et sa colère.

Un jeune homme inquiétant

Il rédigea aussitôt un bref avis à l'adresse des « collines » de la ville (secteurs du quadrillage O.A.S.) et des réseaux de l'intérieur de l'Oranie : « Un faux tract O.A.S. signé Raoul Salan a été mis en circulation. Un de plus. Il porte les numéros [...]. Urgence de faire parvenir à l'état-major tous renseignements susceptibles de déterminer l'origine de ce document ainsi qu'un B.R. (bulletin de renseignement) sur toute personne, consciente ou non, qui distribuerait ce genre de tract. »

Mais, une fois de plus, la poigne pour tant légendaire de « Léonard », important chef d'entreprise de son état, entré volontairement dans la clandestinité, serait impuissante. Les faux tracts continueraient à se mélanger aux vrais en Algérie et en métropole

La presse activiste prenait son essor A vrai dire, elle existait déjà en 1954 et pourrait-on dire, bien avant. Elle était représentée par des périodiques « avancés », des feuilles confidentielles domiciliaires, des tracts publics. Les Oranais, pour leur part, n'y prirent pas garde jusqu'au jour où, en 1958, ils ramassèrent dans la rue d'Arzew une feuille ronéotypée 21 × 13 qui annonçait l'explosion du 13 mai. L'origine? Un médecin, peut-être...

Par la suite, les populations allaient être saturées de tracts plus ou moins opportuns et plus ou moins authentiques!

Vrais ou faux, leur rédaction prit bientôt l'habitude de se terminer sur ce slogan : « L'O.A.S. vaincra! » Suffisait-il de le dire et de le répéter pour s'en convaincre? L'adjoint civil du général Jouhaud aimait lui-même à ajouter « peut-être... ».

Oui, l' « intox » n'est qu'une arme psychologique. Elle est l'arme des subtils et des pauvres (en moyens). Mais une des plus redoutables. Le commandant Coigniet était passé par là. Il avait été prisonnier du Viet-Minh. Il fit une tournée de conférences magistrale à travers l'Algérie, tendant à prouver que le verbe est aussi déterminant que la bombe atomique qui décida de la capitulation du Japon. L' « intox » est à la fois vieille comme le monde (les tribuns) et récente découverte. Une des grandes leçons de l'Indochine pour bon nombre d'officiers français



Affichette autocollante à l'effigie du général Salan

Des chiffons de papier, souillés par la poussière des rues, allaient faire la loi en dépit de leurs fautes de frappe et d'une impression défectueuse, alors que les arrêtés du pouvoir, concernant les attroupements, le couvre-feu, resteraient lettre morte.

En 1960, la situation de la presse clandestine O.A.S. était, *grosso modo*, la suivante : issue de réseaux flottants elle était constituée par une prolifération de feuilles rédigées par les têtes pensantes les plus diverses, sans unité, et, au résultat, l'information n'était pas toujours le reflet de la véritable pensée de l'état-major O.A.S. C'était vrai aussi bien pour l'Algérie que pour la métropole.

L'O.A.S. diffusait des bulletins paraissant irrégulièrement et sans titre spécifique. D'où confusion. Le numérotage des bulletins et leurs chiffres d'identification, selon la zone de diffusion, ne furent guère efficaces. Les « collines » devaient imprimer à la sauvette, d'extrême urgence, et faire appel à des rédacteurs occasionnels.

On finit par admettre que sur trois bulletins portant la signature de l'O.A.S deux étaient des faux.

Au reste, il s'agissait moins d'une presse d'information que d'une presse d'opinion.

Au lendemain du putsch, l'état-major de l'O.A.S. avait décidé d'y mettre bon ordre. Là et ailleurs. Les séances de travail aboutirent à une évidence que Jacques Soustelle n'avait pas manqué de formuler du fond de son exil :

13 mai 1958 : succès d'un mouvement civilo-militaire;

24 janvier 1960 (barricades) : échec d'un mouvement civil sans appui militaire;

22 avril 1961 (putsch) : échec d'un mouvement militaire sans appui civil.

La conjugaison civilo-militaire s'imposait. Seulement, elle ne pourra plus se faire. L'armée de 1961 n'était plus celle de 1958 et certains civils des barricades avaient laissé poindre l'oreille de leurs ambitions politiques. Les uns et les autres ne se regardaient plus qu'en chiens de faïence

Pourtant, les militaires n'avaient pas attendu Soustelle pour se rendre compte de leur erreur. Du moins ceux qui étaient entrés dans la clandestinité. L'hypothétique basculement de l'armée serait un travail de longue haleine. Il nécessiterait dans l'immédiat l'appui logistique des civils. L'organigramme de la structuration de l'O.A.S. leur fit donc une part. Ce sera la branche A.P.P. qui sera dévolue à Jean-Jacques Susini, l'ancien président de l'Association des étudiants. « Un homme distingué, séduisant par sa vive intelligence, son éloquence précise et

DESTINE

persuasive », a écrit le général Jouhaud. C'était diablement vrai, à ceci près : ce fougueux jeune homme, torturé par l'ambition politique, inquiétait plus d'un de ses camarades de combat.

Mais pour l'heure, l'organisation avait besoin de lui. On verrait plus tard... J'ai entendu des responsables militaires O.A.S. dire calmement : « Les portefeuilles ne sont pas encore distribués. Si ce jour arrive, il y a des civils qui auront des surprises... et, s'ils ne sont pas contents, des accidents. » En ce temps-là, on n'était pas à cela près. De Gaulle appelait ce genre d'accidents des péripéties et Jouhaud, des bavures.

Caché sous un évier

Dans une directive datée du 16 juin 1961, Salan fut très net : « Lorsque de Gaulle aura disparu, de la scène politique tout au moins, et que la France se trouvera devant le problème de déterminer sur quelles bases elle aura à orienter son avenir, alors, *mais seulement alors*, les doctrines politiques pourront s'affronter. »

A la vérité, Susini, à ce nouveau poste, servit la cause. Et il le fit bien. Il s'était entouré d'une excellente équipe de journalistes parmi lesquels figuraient André Seguin et Georges Ras. Le colonel Broizat, quant à lui, décida de se cantonner dans la rédaction du périodique militaire.

La presse O.A.S. Algérie prenait une forme sérieuse. Deux titres virent le jour : *les Centurions* et *l'Appel de la France*

Pour *les Centurions*, le choix était bon. Le mot, depuis Lartéguy, faisait fureur

Cette publication était réservée aux officiers et cadres. Les officiers de réserve le reçurent régulièrement et le passèrent, sous le manteau, bien entendu, aux amis

C'est dire qu'en dépit d'un tirage de quelque 30 000 exemplaires et de la vigilance de la Sécurité militaire, *les Centurions* furent toujours largement diffusés

Quel fut leur impact ? Les témoignages recueillis à l'époque étaient favorables : publication bien présentée, articles documentés, rédaction parfaite. Elle a dû aider puissamment à conforter les convictions de certains. A coup sûr, des penseurs en chambre ou de ceux qui aiment à refaire le monde autour d'un verre. Mais sur le terrain ? Le résultat est là : l'armée n'a plus bougé

L'Appel de la France était un mensuel d'information générale. Il fut recherché avec avidité par les Français d'Algérie


APPEL DE LA FRANCE

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

IL EST DES ORDRES QUI VIENNENT DE L'AME

LA MORT DANS L'AME, LES LARMES AUX YEUX... ILS ONT TIRÉ !

VOILA OU VOS CHEFS VOUS VOUS ONT MENÉ !

VIVRE FRANÇAIS SUR UNE TERRE FRANÇAISE

EDITION SPECIALE

APPEL de la FRANC

demeurer français sur une terre franç

Liberte. Egalite Fraternite

Appel de la France : un mensuel d'information générale de l'O.A.S. Imprimé en France, il était tiré à 70 000 exemplaires. Avec ce journal comme avec *les Centurions*, la presse O.A.S Algérie prenait une forme très sérieuse.

et par les policiers. Imprimé en France et tiré à 70 000 exemplaires, il ne connut jamais de « bouillon », malgré des difficultés de diffusion Il circula, lui aussi, sous le manteau et son audience s'en trouva amplifiée. J'ai même vu en Algérie un officier de réserve tirer un exemplaire photocopié d'une cache aménagée sous l'évier de sa cuisine *L'Appel de la France* servait de matelas à un P. 38 et à deux ou trois grenades

De bonne tenue également, mais plus tard, apparut le petit journal *Vérité* dont le premier numéro sortit en juin 1961. Tranchant sur les feuilles clandestines, il était imprimé et sa publication fut hebdomadaire. D'où venait-il? D'un groupe civilo-militaire agissant en marge de l'O.A.S., « mais en liaison », assurait-il.

Après le 24 janvier 1960, Robert Martel avait déjà donné le ton en sortant *la Voix du maquis* Mystique, prophète inspiré du « MP-13 » (mouvement populaire né le 13 mai 1958), il faisait savoir que ses



◄ L'O.A.S. est sortie de la légende. Elle a pris corps. Pourtant, il y a peu de temps encore, Coup de Fréjac disait, au cours d'une conférence de presse : « L'O.A.S. est une organisation moins charpentée qu'on ne peut se l'imaginer et les meneurs ont toujours fait beaucoup plus d'action psychologique que d'action tout court. »

Dans les foyers ► musulmans parviennent aussi les tracts et les affiches O.A.S. Les contacts avec les musulmans tiennent particulièrement à cœur à Jouhaud. Par l'intermédiaire de deux officiers des Affaires algériennes, il réussit à créer le noyau d'un réseau O.A.S. musulman qui prendra rapidement une certaine ampleur

des bulletins clandestins écrits au vitriol

amis continuaient la lutte destinée à faire aboutir les idéaux du 13 Mai. Jusqu'au 22 avril 1961, les salles de rédaction parisiennes reçurent en moyenne une fois par semaine ce petit bulletin ronéotypé L'encre? Du vitriol. Quand il s'agit des démocrates maçons, alors là, le prophète fulmine! La police le suit à la trace et situe son Sinaï dans la Mitidja, plaine algéroise aux riches cultures

Abattre la Ve

De son côté, à Paris, Pierre Sidos, animateur du parti nationaliste, ne se gêne pas dans son journal *Jeune Nation* Bien qu'etranger au 24 janvier, son mouvement sera déclaré dissous et des mandats d'arrêt lancés contre son ch[illegible] et son adjoint, Do[illegible] [illegible] ront dans la clandestinité et contin[illegible]

La Voix du maquis reparaî[illegible] sion de [illegible]

Pour Martel, l'Algerie française [illegible] qu'un tremplin dont se servent les politiciens, quels qu'ils soient. Même Jacques Soustelle, même le fédéraliste européen André Voisin et des journaux comme *Juvénal* et *le Charivari*. Le 24 janvier n'est qu'une vaste provocation du pouvoir pour compromettre les mouvements nationaux, Joseph Ortiz, un jouet. Il a été choisi en raison de sa personnalité, mais il a été manipulé

Et voilà que Sidos refait parler de lui. Sous l'aspect d'une petite feuille verte, paraissant en principe tous les quinze jours mais, en fait, assez irrégulièrement, *le Courrier nationaliste* surgit de la clandestinité

Les textes sont sérieux, ce qui n'était pas toujours le cas des bulletins clandestins qui se contentaient trop souvent de sacrifier à la polémique, à de stériles diatribes. Sidos est bien entouré. Ses gens ont la foi, ils sont politiquement

◄ Les caricatures du général de Gaulle apparaissent sur tous les murs d'Alger, provoquant l'hilarité des Européens. L'O.A.S. n'a pas de mal à recruter du monde pour poser des affiches, distribuer des tracts ou des journaux. Mais pour l'action directe, les volontaires n'affluent pas. Alger ne semble pas prêt, comme le souhaite Degueldre, obsédé par la révolte hongroise, à se battre les armes à la main



éduqués et leur but est simple : le rejet du gaullisme en bloc.

Et tant d'autres mouvements qui vont se joindre aux voix clandestines : « Résurrection-Patrie », « Resurrection Française », « France-Algérie », le « G.A.D. » (Garde au drapeau), le « F.A.A.D. » (Front algérien d'action démocratique) « l'Algérien », etc.

Bientôt, Sidos annonce que son mouvement, de concert avec les réseaux « France-Résurrection », « la Légion nationaliste » et les sections d'étudiants nationalistes ont décidé de former un Front nationaliste. Programme commun : abattre la Vᵉ. Tout simplement.

Dynamiques mais anarchiques et très orientés, tous ces mouvements ne cessaient d'inquiéter l'O.A.S., surtout les militaires épris d'unité et qui voyaient d'un mauvais œil toutes ces agitations de la droite. Ils n'avaient pas tort. L'O.A.S. allait hériter du mythe « fascisme ». Bien que défunte, l'O.A.S. n'a pas fini de porter ce chapeau.

Il faudra attendre la période qui suit le putsch pour que les brebis égarées se plient, plus ou moins, à la discipline de l'O.A.S. Mais ce n'est pas fini. Les tracts reprennent de plus belle sous forme d'analyses, de directives, d'appels. Chacun s'y met de son côté; le responsable de quartier, un fonctionnaire qui a accès au matériel duplicateur de son administration, comme les membres du « comité directeur », le colonel Gardes, responsable de l' « organisation des masses », ou le capitaine Ferrandi, dont la plume nette et précise traduisait élégamment la pensée du général Salan s'il ne l'inspirait parfois.

Et puis si l'Algérois fut très rapidement structuré, le Constantinois et l'Oranie demeurèrent dans une totale indépendance. D'où, parfois, des orientations contradictoires. Il est arrivé que, malgré les ordres d'Alger, le Constantinois et l'Oranie refusent de reproduire les tracts de l'état major général.

Entrant dans le cadre de la propagande clandestine, on doit citer les éditions pirates des journaux d'Algérie : *l'Écho d'Oran*, *la Depêche d'Algérie* (d'Alger), les émissions pirates qui seront quasi quotidiennes vers la fin, et même la fameuse série des lettres professionnelles au clergé, aux députés, aux officiers, aux médecins, etc., et même aux épiciers mozabites. Mais là aussi, autant de moyens qui faisaient appel moins à l'information qu'à la sensibilisation psychologique.

Se penchant sur le problème métropolitain, l'état-major O.A.S. Algérie constate que :

1) l'Algérie est acquise. Il n'y a pas grand effort à faire. La clandestinité y est à l'aise comme le poisson dans l'eau. Les populations obéissent au doigt et à l'œil;
2) tout se jouera sur le plan politique en métropole;
3) il faut créer une A.P.P. métropole;
4) mais pas d'argent pour l'instant;
5) conclusion : qu'ils se dé...brouillent!

Ils se débrouillèrent. L'A.P.P. métropole s'organisa. En fait, elle ne pouvait compter que sur l'armée métropolitaine. Théoriquement. Car le mouvement militaire qui ne tarda pas à suivre le putsch (arrestations, affectations dans le bled algérien) paralysa l'embryon de l'organisation. Débranchés et déçus par les difficultés d'un démarrage à vide, les jeunes civils se mirent en vacances jusqu'en janvier 1962.

L'imbroglio

Enfin, l'activité de propagande de la branche métropolitaine de l'O.A.S. va se traduire par des tracts et une nombreuse littérature épistolaire. Comme en Algérie, et bien plus encore, quel imbroglio! Le capitaine Sergent, responsable de l'organisation métropolitaine (juin 1961-mai 1962), créateur de l'O.M.J. (O.A.S. Métro Jeunes), avait beaucoup de mal à retrouver les siens. Dieu lui-même, sans doute...

Bien qu'en principe directement rattachée à Alger, l'organisation souffrit d'un manque constant de liaison et de coordination. Certains n'étaient pas loin de croire que l'état-major d'Algérie ne considérait l'O.A.S. métro que comme un instrument secondaire de diversion. A preuve : les moyens matériels et financiers étaient réduits au minimum.

Devant tant d'obstacles, auxquels s'ajoutaient ceux de l'impression (souvent une seule machine à écrire pour plusieurs secteurs), des liaisons (le métro, les transports automobiles étant trop risqués en raison des contrôles de police de plus en plus fréquents), de la diffusion, il ne restait plus qu'à s'appuyer sur la fraction de la presse autorisée favorable à la cause.

L'Aurore, ouvertement Algérie française, fut la première visée. Elle remplit son contrat avec fidélité et souvent avec courage.

On peut citer *les Écrits de Paris*, aux plumes vigoureuses.

Beaucoup plus tard, il y eut *Minute*.

Mais il y eut surtout *l'Esprit public*, né en 1960. Il était tout désigné puisqu'il défendait à la fois l'Algérie française et l'O.A.S. L'organisation l'investit au point qu'il devint son organe officiel.

Serge DURRIEUX



DES OREILLES CHEZ L'ENNEMI

COMME les institutions, les organisations les plus élaborées, les mieux adaptées, ne valent que par les hommes qui les composent et par l'usage qu'on en fait.

Or bien des chefs militaires en Algérie et ailleurs n'étaient pas convaincus que la recherche du renseignement constituât, en guerre révolutionnaire, le problème [illegible].

Pourtant, [illegible] de renseignements précis et préalables, on ne pouvait que mener des opérations à l'aveuglette ou réagir tardivement aux initiatives de l'adversaire.

La plupart des généraux assurant initialement des responsabilités importantes en Algérie n'avaient que l'expérience de la guerre en surface. Les corps d'armée de Constantine et d'Oran ainsi que le Sahara seront aux ordres de généraux n'ayant pas servi en Extrême-Orient — banc d'essai de la guerre subversive pour l'armée française.

Les états-majors des armées n'étaien
pas davantage convaincus de la pri
mauté du renseignement.

Les officiers brevetés n'éprouvaien
aucune attirance pour les services spé
ciaux ni même pour les 2es bureaux de
états-majors. A la sortie des écoles d
guerre ou d'état-major, on brigua
volontiers le 3e bureau (les opérations
le bureau noble par excellence, à l
rigueur le 1er bureau (l'organisation) o
le 4e bureau (transports et ravitaille
ment) où l'on pouvait apporter la preu
ve de sa technicité. Mais le 2e bureau
le seul pourtant dont le chef exerce un
réelle responsabilité et une certain
autorité sur les échelons subordonnés
n'a pas la faveur des brevetés.

D'ailleurs, aux échelons intermédia
res de la hiérarchie, beaucoup de chef
s'accommodaient avec philosophie d
ces opérations épuisantes et stériles. O
donnait des coups de poing dans u
édredon ! Un général, qui s'était pour



Un cocher de fiacre ▶ circule beaucoup, voit tout, entend tout. Il fait donc un excellent agent de renseignements, de propagande ou de liaison. Au S.R. [redacted] appartient ou non à un réseau du F.L.N.



◀ Comment savoir si ces paisibles promeneurs ne sont pas des agents de renseignements ou [redacted] fonds du F.L.N., si le 2e bureau n'a pas mis lui-même en place des « indics » [redacted] de l'A.L.N. ou de l'organisation politico-administrative ?



Les services de ▶ renseignements, pendant toute la durée du conflit, se [redacted] fronts. Comment, en effet, discerner le tranquille travailleur du terroriste sans pénétrer les réseaux du F.L.N. ?

tant illustré en Italie et en Provence par son dynamisme, constatera simplement : « Ah ! ces fellouzes sont vraiment fluides ! »

La hiérarchie des officiers de renseignements de secteur et de 2e bureau ne sera donc pas toujours dotée du personnel qualifié indispensable.

Malgré la nécessité évidente, les stages d'instruction de 2e bureau, en métropole, ne mentionnaient la guerre révolutionnaire qu'à titre très documentaire. En Algérie, on avait organisé des stages, trop brefs, d'officiers de renseignements, c'est-à-dire qu'on cherchait à perfectionner les officiers déjà en place et qui y retourneraient de toute manière, même s'ils ne présentaient pas les qualités requises.

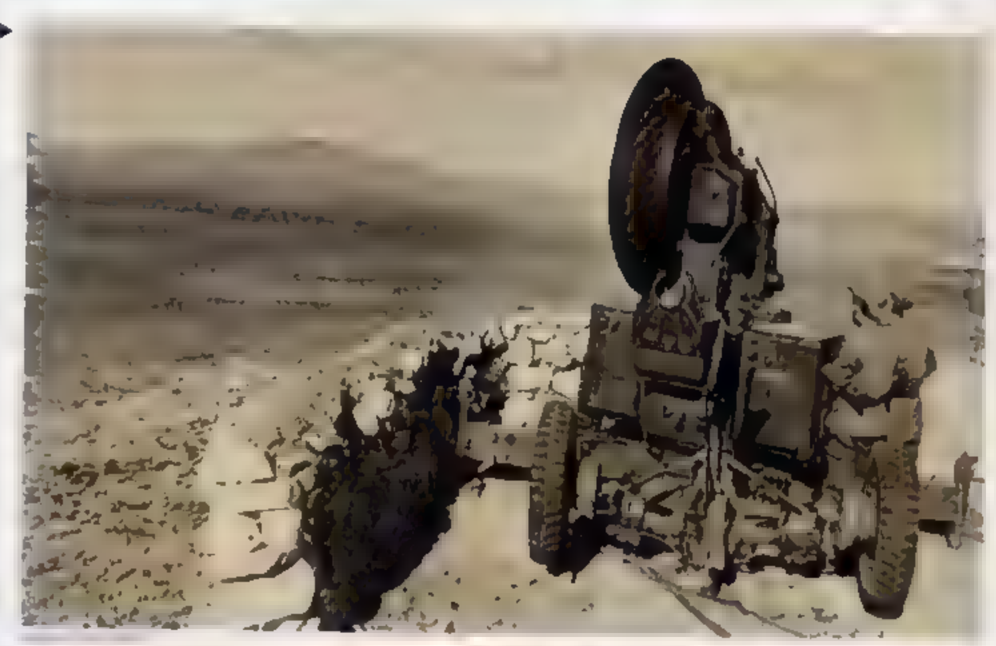
Le système instauré, il faut l'avouer, consistait surtout sur la documentation. Des papiers trouvés — les fellaghas écrivent beaucoup —, des prisonniers ou suspects interrogés [illegible] obtiendra une [illegible] suffisamment précise de[illegible] rebelles pour pouvoir diffuser, fin 1957, un ordre de bataille très exact des [illegible] des rebelles où chaque *djoundi* armé [illegible] répertorié ! Mais si précieux fût-il, [illegible] là qu'un renseignement d'archives.

[illegible] la recherche des éléments [illegible] ▶



[illegible] permis à la [illegible] le navire tchèque *Lidice* et d'en saisir la cargaison. [illegible] au F.L.N. 12 000 fusils, 12 millions [illegible] mitrailleuses de marque allemande. Une cargaison évaluée à 1 milliard.

le commandement n'était pas toujours convaincu de la nécessité de n'...


Le long du barrage algéro-tunisien, les hommes veillent. Mais les renseignements fournis par les écoutes radio-électriques, qui indiquent avec précision les passages de la ligne, ne sont pas toujours exploités avec succès.

sables pour monter une opération avec des chances convenables de succès requérait d'autres qualités que celles d'archiviste ou d'interrogateur.

Il n'était certes pas aisé d'entretenir des indicateurs dans les organisations rebelles; le S.R. spécialisé y parvint rarement lui-même. Au mieux, la connaissance du milieu humain et physique où évoluait l'adversaire, et celle des habitudes des bandes permettaient d'espérer *a priori* des opérations fructueuses.

« Vos messages, on s'en fout ! »

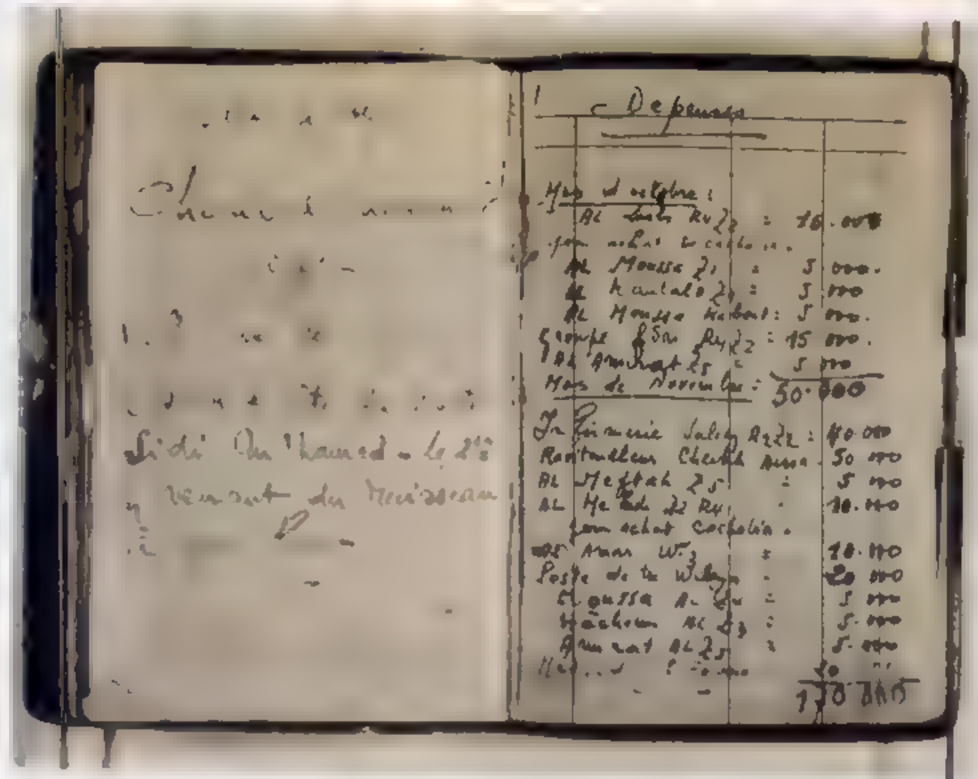
Il y eut, heureusement, des exceptions, inattendues parfois. Ainsi, le secteur de Sebdou, face à la frontière marocaine, disposera longtemps d'un O.R., également officier de réserve, animant avec une efficacité extraordinaire un très bon régiment de cavalerie et un remarquable bataillon du 5e régiment étranger. Début 1958, les rebelles, sévèrement étrillés par les coups montés sur renseignements, renonceront à franchir la frontière dans ce secteur pour emprunter, au sud, une voie plus favorable : les monts des Ksour.

L'efficacité opérationnelle des O.R. était contrariée par la sacro-sainte règle du séjour limité : tous les deux ans, et souvent plus rapidement, le poste d'O.R. changeait de titulaire; le style de la recherche se modifiait ainsi que le degré de confiance établi entre le commandant du secteur et son O.R.

Beaucoup d'officiers s'étaient formés aux réalités de la recherche du renseignement en Extrême-Orient. Mais ils avaient acquis depuis des grades nouveaux et le commandement répugnait à confier à un officier supérieur une fonction qu'il estimait relever d'un jeune capitaine, d'un lieutenant, voire d'un sous-lieutenant.

A vrai dire, le commandement était [illegible] dans ses propres [illegible] de la nécessité de n'agir que sur renseignements.

[illegible] convois de ravitaillement rebelles n'a- [illegible]



Entretenir des indicateurs et constituer des réseaux d'agents de renseignements : deux tâches qui incombent aux O.R.

parfois même l'heure — des passages, informations communiquées très longtemps à l'avance au corps d'armée de Constantine, le résultat des interceptions était pratiquement nul. Pour obtenir quelques éclaircissements, le chef du 2e bureau de l'état-major d'Alger sera envoyé à Constantine. Il s'entendra répondre par le général L..., commandant le corps d'armée : « Comment à Alger pouvez-vous être mieux renseignés que nous ! Vos messages, on s'en fout ! Comment Salan peut-il croire à de pareilles c... ? »

Il a fallu beaucoup de diplomatie et de persuasion pour faire revenir le général L... sur cette opinion peu flatteuse.

Le savoir-faire d'un chef du 2e bureau ne se mesure pas seulement à l'interprétation correcte des informations qu'il reçoit, mais aussi à ses qualités de persuasion et à la confiance inspirée aux exécutants qui l'apprécient [illegible] de courir les djebels pour rien.

Les services spécialisés du Centre de coordination interarmées, contre-espionnage, service de renseignements opérationnel [illegible] souffraient également de la pénurie de cadres compétents

r que sur renseignements

Le marché, lieu de travail favori des indicateurs ▶ travaillant pour le F.L.N. comme pour les Français. On cherche à glaner des informations fraîches. Mais la loi du silence reste pour tous la règle d'or de la sécurité.



Ces services compteront près de deux cents officiers. Les directions des personnels des trois armes ne seront jamais en mesure d'honorer ce chiffre en cadres ayant à la fois l'expérience de la guerre révolutionnaire, la connaissance de l'Afrique du Nord et la technicité nécessaire. A cet égard, à l'exception de très rares individualités, le S.D.E.C.E., réservoir de spécialistes, ne sera pas très généreux. Il aspirait au contraire très volontiers les officiers qui s'étaient, à ce point de vue, distingués en Algérie.

Grande était, certes, la difficulté d'introduire des agents au sein des unités de l'A.L.N. afin de suivre leur implantation au jour le jour et de connaître leurs intentions opérationnelles. Les purges périodiques opérées par le F.L.N., sa brutalité terrifiante à l'égard des gens simplement suspects de sentiments francophiles n'encourageaient pas les vocations d'informateur.

Le F.L.N. s'inquiète

Trop souvent, les informations fournies par le S.R. répétaient simplement les renseignements recueillis par les O.R. – et vice versa – de sorte que, faute de recoupement, les informations restaient douteuses.

Il était moins difficile de pénétrer les divers réseaux du F.L.N. : réseaux de renseignements et de liaisons, de propagande, de ravitaillement, de collecte de fonds. C'était la mission des D.O.P. (détachements opérationnels de protection) du service de contre-espionnage. Ces détachements, dirigés par un officier, étaient constitués de gendarmes, de policiers, d'interprètes et d'éléments prélevés sur l'armée. Ces organismes interrogeaient aussi les prisonniers et les suspects. Ils obtinrent de si bons résultats que le F.L.N. s'inquiéta. Il alerta sa presse de soutien.



Un beau tableau de chasse. La récupération d'armes sur l'A.L.N. aura souvent pour origine l'information.

L'activité des D.O.P. souleva alors des polémiques scandaleuses. Assurément, certains membres des D.O.P. se permettaient des brutalités inadmissibles sous le prétexte – justifié ou non – d'obtenir rapidement les renseignements indispensables à la poursuite d'une opération engagée sur le terrain. On s'empara de cas particuliers – généralement punis – pour déconsidérer l'ensemble du système et le faire supprimer. Les D.O.P. portaient à l'organisation politico-administrative, que le F.L.N. s'efforçait de substituer à l'administration légale, des coups extrêmement rudes, compromettant la prise en main des populations.

Beuve-Méry, du *Monde*, prit nommément et personnellement à partie le chef du C.C.I., le colonel Simoneau. Celui-ci décida de porter plainte pour diffamation. Surprise ! Le ministre de la Défense nationale lui demanda de retirer sa plainte et, pour faire pression sur lui, lui refusera son assistance judiciaire et l'avance d'une caution.

Le contre-espionnage eut le sentiment d'être désavoué ; son rendement baissa. L'O.P.A., petit à petit, se releva. Le F.L.N. triomphait.

La plupart des abus constatés étaient imputables à la carence des commandements locaux. Les D.O.P. ne jouissaient pas d'une indépendance abusive. Ils étaient placés sous les ordres des commandants de zone et parfois de secteur. Ceux-ci se déchargeaient très volontiers sur eux de leurs responsabilités.

Sauf rares et brillantes exceptions, la gendarmerie et les polices se trouvèrent hors course dès 1956, du moins sur le plan opérationnel. Elles poursuivirent sans beaucoup d'ardeur et encore moins d'illusions la détection des sympathisants au F.L.N. ▶





L'observation aérienne permet de déceler dans leurs moindres détails les mouvements des katibas dans le djebel



A l'extérieur de l'Algérie les renseignements étaient recueillis, en métropole par les services de police, à l'étranger par le S.D.E.C.E.

En métropole, on avait une connaissance très précise de l'organisation et des activités du F.L.N. : la police disposait d'informateurs éprouvés et jouait adroitement des querelles entre le M.N.A. et le F.L.N. En relation avec la Sûreté nationale en Algérie, elle mit en échec l'établissement de liaisons étroites entre la Fédération de France et les wilayas. Une seule complicité restera intouchable : celle des avocats qui, profitant des privilèges accordés à leur profession, se faisaient les agents de liaison de la rébellion.

Trafic d'armes

[illegible]

l'île d'Aix où leurs conversations, sur ordre du gouvernement, se trouvèrent à l'abri... des indiscrétions. Plus tard, ils furent installés, princièrement, au château d'Aulnoye ; il n'était plus question de les surveiller.

A l'étranger, le S.D.E.C.E. obtint d'assez bons résultats. Il eut une bonne connaissance des trafics d'armes et de l'organisation politique du G.P.R.A. Mais, souvent, ses modifications de structures, les activités de ses membres, leurs voyages de propagande et même leurs querelles intestines seront aussi bien connus par la lecture de la presse favorable à la rébellion. Les correspondants du *Monde*, de *l'Express*, de *France-Observateur* et de *Témoignage chrétien* furent à cet égard d'excellents informateurs. [illegible] même l'implantation des [illegible] rebelles au Maroc et en Tunisie, et c'est en grande partie [illegible] déclen[illegible] opération aérienne sur Sakiet-Sidi-Youssef [illegible]

[illegible]

Sur les intentions opérationnelles du F.L.N., le S.D.E.C.E., en revanche, ne fut jamais très éloquent.

A ce point de vue, les résultats obtenus par les services d'écoute furent remarquables. Longtemps, on prétendit que le F.L.N. était incapable d'installer un réseau radio complet et cohérent. Il fallut beaucoup d'énergie au général Salan pour obtenir l'extension du système d'écoute. Bien lui en prit. Le réseau radio fonctionnait parfaitement entre Tunis, Rabat, Tripoli et le Caire, fournissant, après décodage, des renseignements politiques inestimables. Les états-majors de l'Est, en Tunisie et de l'Ouest, au Maroc, étaient reliés aux wilayas [illegible] et même à certaines [illegible] messages interceptés [illegible] décodés aussitôt par de [illegible] spécialistes fournis par le S.D.E.C.E. [illegible] interprétés par le 2e bu[illegible]

Des suspects sont emmenés pour vérification d'identité ▶ et interrogatoire. Il n'en faut pas davantage, parfois, pour pénétrer un réseau. Le travail de l'interprète pendant ces interrogatoires, est très important



◀ Quand on regroupera dans des centres la population de certaines régions, l'observation aérienne permettra de déceler l'implantation des forces de l'A.L.N. dans ces « zones interdites » et d'intervenir directement.

reau de l'E.M.I., étaient transmis sans délai et directement aux commandements intéressés.

Par ce moyen, le commandement eut en permanence une connaissance exacte des ordres du F.L.N. (ordres qui n'étaient d'ailleurs pas toujours exécutés, faute de moyens), des difficultés éprouvées par l'intérieur et surtout des conditions d'acheminement du ravitaillement de toute nature destiné aux bandes de l'intérieur. Grâce à ce service et aux opérations qu'il permettait, on parviendra, en 1960, à stériliser l'action proprement militaire du F.L.N.

Des interceptions fructueuses

La radiogoniométrie, surtout par avion, fournit une localisation précise des P.C. des wilayas. Lorsque le commandement l'estima opportun, le réseau F.L.N. fut balayé à l'exception – volontaire – de quelques postes dont les émissions soulignaient surtout l'état déplorable des maquis et leur ressentiment contre le G.P.R.A., incapable de les ravitailler et d'entreprendre aux frontières des actions qui les auraient soulagés.

Pendant longtemps, les communications téléphoniques entre Rabat et Tunis (et même entre les deux P.C. opérationnels rebelles) transitèrent par... Alger ! Des interceptions fructueuses furent effectuées, indiquant en particulier les complicités du F.L.N. dans les milieux gouvernementaux marocains et tunisiens et l'aide qu'il obtenait d'organismes internationaux comme la Croix-Rouge ou l'Aide aux réfugiés ! Cette dernière organisation, à laquelle cotisait la France (2 milliards en 1960) assistait de soi-disant réfugiés en leur fournissant des vêtements, des couvertures, des vivres, ▶

Dejardins/Rapho



Pagès/Paris-Match

l'aviation surveille les "zones interdites"

Rien de ce qui se passe au sol n'échappe à l'avion d'observation. Le moindre mouvement d'un berger sur une crête, d'un paysan sur une route, est enregistré.

des médicaments et même des postes radio, dont la moitié allait en réalité au F.L.N. et l'autre aux autorités marocaines.

En juillet 1960, sur ordre du gouvernement, l'état-major interarmées ne recevra plus que des écrits très expurgés et sans intérêt.

Il serait injuste d'omettre l'aide apportée par l'observation aérienne. Dans cette guerre où l'adversaire se noyait dans la population ou s'éparpillait dans la montagne et les forêts, cette aide ne pouvait être que limitée.

Lorsqu'elles furent créées, l'aviation surveilla de près les « zones interdites » dont les populations avaient été évacuées pour les soustraire à l'influence des rebelles. Tout ce qui s'y manifestait était réputé hostile et l'observation y déclenchait des actions aériennes armées et des tirs d'artillerie. Les résultats étaient très hypothétiques, mais 5 % des bombes et des obus n'explosaient pas et on les retrouvait, piégés, sur les routes d'Algérie ! C'étaient surtout les forces de l'ordre qui interdisaient l'accès de ces zones. On les supprima à la fin de 1958.

Sur l'impulsion du général Challe, une collaboration plus étroite s'établit entre l'aviation et les troupes à terre. La première fournissant aux secondes – et surtout aux commandos de chasse isolés dans la nature – une protection convenable. L'observation aérienne éclaira les ouvertures de route. Dans certaines zones, une étude minutieuse du comportement habituel des populations et des rebelles permit de déceler la présence – ou l'absence – de ces derniers : villages animés ou morts, marchés fréquentés ou non, routes utilisées ou désertes, bergers sur les crêtes ou dans les vallonnements...

Le commandement a-t-il, à tous les échelons, tiré le meilleur parti de tous les moyens mis à sa disposition ? On peut en douter. Il y eut des trous dus à l'incompétence d'un personnel pas toujours choisi avec le discernement suffisant. Il y eut aussi, expliquant bien des choses, le scepticisme de certains chefs devant le principe essentiel de la primauté du renseignement dans la guerre révolutionnaire. H

Général JACQUIN (C.R.)

Keystone



◀ Maurice Papon, préfet de police de Paris. Ses services collaboreront activement avec ceux d'Algérie, ce qui permettra de réaliser des opérations payantes et de procéder à des arrestations.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Edmond Fréson***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
T. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2776-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Rennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-28. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires de France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Juin 1961

FRANCE

2 : Évian : poursuite de l'étude du problème saharien.
4 : premier tour des élections cantonales.
5-21 : condamnation du commandant de Saint-Marc et des généraux Bigot, Petit, Nicot et Gouraud.
8 : agitation paysanne en Bretagne.
11 : second tour des élections cantonales.
13 : ajournement de la conférence d'Évian.
14 : réunion du Comité des affaires algériennes.
19 : signature des accords franco-mauritaniens.
20-22 : visite officielle à Paris de Heinrich Luebke.
23 : colloque de Lille.
28-30 : voyage du général de Gaulle en Lorraine.
28 : ouverture du débat sur l'Algérie au Parlement.
30 : nouvelles manifestations paysannes.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

2 : conférence de presse de Krim Belkacem.
2 : Hassan II forme le nouveau gouvernement du Maroc.
7 : vote de la loi fondamentale au Maroc.
Le général Ailleret est nommé commandant supérieur interarmées en Algérie.
10 : nombreux incidents à Oran.
11-27 : incidents à la frontière syro-israélienne.
12 : communiqué tuniso-malien reconnaissant que le Sahara fait partie intégrante du territoire africain.
20 : réunion à Tunis du G.P.R.A. qui déclare souhaiter la reprise des pourparlers d'Évian.

AFRIQUE

8 : ouverture à Bamako des négociations franco-maliennes.
20-30 : nombreuses opérations militaires en Angola.
22 : le général Mobutu libère Tshombé, qui promet de mettre fin à la sécession.
28 : Tshombé réaffirme la volonté d'indépendance du Katanga.

AMÉRIQUE

7 : état de siège en Bolivie.
9 : accord de coopération entre le Brésil et l'Euratom.
10 : note américaine à l'U.R.S.S. sur le Laos.
16 : renforcement de l'aide militaire américaine au Sud-Vietnam.
20-23 : entretiens américano-japonais à Washington.
28 : reconnaissance du G.P.R.A. par Cuba.
29 : lancement réussi, à l'aide d'une seule fusée porteuse, de trois satellites américains.

EUROPE

3-4 : entretiens Kennedy-Khrouchtchev à Vienne.
4-5 : entretiens Kennedy-Macmillan à Londres.
7-10 : voyage du roi Baudouin et de la reine Fabiola à Rome.
9 : mise au point britannique sur le statut de Berlin.
19 : abandon par la Grande-Bretagne du protectorat du Koweït.
23 : discours de Khrouchtchev à Alma-Ata.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



BIZERTE : DÉBUT DE L'EXODE EN A.F.N.

Sommaire

● La bataille du « Combattant suprême »
Au matin, des groupes de manifestants civils et militaires bloquent la base de Bizerte et harcèlent les soldats français. Bientôt, les principales installations sont soumises à un tir d'artillerie et de mortiers. La riposte est immédiate. Blindés et parachutistes interviennent. De Gaulle relève le défi. Pour Bourguiba, un seul recours : l'O.N.U.

● Armée des frontières contre G.P.R.A.
Alors que Français et délégués du F.L.N. se rencontrent pour trouver « le chemin de la paix » en Algérie, membres du G.P.R.A. et officiers de l'A.L.N. sont divisés. Ils préparent les lendemains de l'indépendance. Mais le conflit, dans l'immédiat, demeure secret. Houari Boumediene a le temps.

● Les entretiens de Lugrin.
L'affaire de Bizerte, les divisions du F.L.N., les activités de l'O.A.S. ne sont pas des obstacles qui gênent le général de Gaulle dans la recherche d'une solution à la guerre d'Algérie. A Lugrin, les négociateurs précisent leurs positions...

● Un « Francaoui » dans l'Oranais.
Un enseignant, parmi des milliers d'autres, débarque à Tiaret un beau jour de 1960. Il nous raconte l'extraordinaire expérience qu'il a vécue en Algérie, ce pays qu'il a découvert et beaucoup aimé durant deux années.

● L'honnête sous-préfecture de Blida.
Il ne reste rien de l'ancienne ville turque détruite par de terribles tremblements de terre. Reconstruite à partir de la conquête, Blida ressemble à une petite ville provinciale française. Un Métropolitain ne s'y sent pas dépaysé et cependant, on y fait aussi la guerre.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 3ᵉ trim. 1973. – Nº d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris Nº 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – **Nº 341 - 24 septembre 1973.**

EL MOUDJAHID

Organe Central du Front de Libération Nationale

N° 83 — 19 Juillet 1961

PRIX : ALGERIE 0,40 N.F.
TUNISIE 40 Millimes.
MAROC 0.40 Dirhams.

LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

NI PARTAGE NI AMPUTATION



LE 5 JUILLET : MANIFESTATIONS DE MASSE A CASABLANCA

L'ALGERIE SOUVERAINE

APRES une suspension de cinq semaines, les négociations franco-algériennes reprendront après-demain, jeudi 20 juillet. La Délégation du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne qui s'était opposée à cette suspension, et cela dans l'intérêt même de la paix, s'apprête à reprendre les négociations avec la ferme volonté de les voir aboutir.

Comme à la veille du 20 mai, les pourparlers franco-algériens s'ouvriront sans aucun préalable, ni condition. Ils devraient déboucher sur la libération totale de l'Algérie.

...liées, montrent l'urgence d'une solution réaliste, permettant le retour de la paix en Algérie.

Les peuples et les Gouvernements africains, conscients de l'enjeu de la négociation, ont apporté un appui sans réserve aux positions du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. C'est dire qu'il est vain d'escompter un relâchement quelconque de la solidarité africaine avec le peuple algérien. Le moment n'est plus aux astuces et aux manœuvres.

Au cours de son voyage en Lorraine, le général de Gaulle annonce la possibilité d'un partage de l'Algérie. La réaction du Front de libération nationale ne se fait pas attendre : manifestations, le 5 juillet, en Algérie et, avec l'appui du gouvernement de Rabat, rassemblements de masse au Maroc. En Tunisie, les événements de Bizerte limitent les activités de l'Armée de Libération nationale.